22 mai 1996, Québec

Allocution à l'occasion du dépôt d'une motion réaffirmant le droit du peuple québécois d'assumer son propre destin

Monsieur le Président,

Depuis le début de l'année, le gouvernement des Québécois concentre son énergie sur quelques grands axes qui font consensus. Avec nos partenaires sociaux, nous sommes convenus de solidifier le Québec, notamment en éliminant le déficit, en relançant l'emploi, en réformant l'éducation et la sécurité du revenu. Pour que la maison québécoise soit plus solide, nous avons du travail à faire, nous avons un effort à consentir. Pour y arriver nous avons voulu, depuis quelques mois, dégager un espace de sérénité et de solidarité, au-delà de nos divergences sur la question de l'avenir politique du Québec. Les femmes et les hommes du Québec de tous les milieux et de toutes les origines ont réagi avec enthousiasme à cet appel à l'effort et à la solidarité. Cependant, semaine après semaine, les chefs fédéralistes à Ottawa ont insisté pour nous replonger dans le débat constitutionnel. De déclarations incendiaires sur la partition en propos irresponsables sur la démocratie, le gouvernement fédéral s'entête à jeter de l'huile sur le feu. Les Québécois ne se laisseront pas dévier de leur cap par de telles provocations. Leur gouvernement ne modifiera ni son calendrier, ni ses priorités pour répondre aux vœux des ministres fédéraux. Cependant, la gravité des remises en causes faites ces derniers jours par l'État fédéral exige que l'Assemblée nationale interrompe ses travaux pour réaffirmer, haut et fort, le droit des Québécois. Une fois cette tâche accomplie, une fois ce signal lancé, l'Assemblée, le gouvernement et les Québécois reprendront les tâches qu'ils se sont assignées : solidifier le Québec, notamment en éliminant le déficit et en relançant l'emploi. Il y a dix jours, le gouvernement fédéral a pris la grave décision d'intervenir devant un tribunal pour affirmer que l'avenir des Québécois ne leur appartenait pas.

Monsieur Chrétien et son ministre de la Justice s'étaient d'abord drapés derrière des arguments légaux pour tenter de minimiser la portée de leur geste. Ils affirmaient, un peu comme le chef de l'opposition, qu'il s'agissait d'obscur débats d'avocats, de points de droit fins et subtils qui auraient peu d'impact sur le débat politique. Ils protestaient que leurs intentions étaient pures et ne devaient être en aucun cas interprétées comme une volonté de bâillonner la démocratie québécoise. L'urgence, Monsieur le Président, est maintenant plus grande que jamais. Mercredi dernier, à la Chambre des communes à Ottawa, Monsieur Jean Chrétien a jeté tous les masques et la vérité a été brutalement dévoilée. Le chef libéral canadien a indiqué plus clairement que jamais quelle était sa nouvelle position, sa nouvelle stratégie. Il a déclaré que, même si les Québécois optaient majoritairement pour la souveraineté, même si cette Assemblée nationale votait en conséquence la souveraineté, même si, donc, la démocratie québécoise s'exprimait, « les lois canadiennes, a-t-il dit, doivent être respectées et il n'y aura pas de déclaration unilatérale d'indépendance ».

Et si cela ne suffisait pas, si cela n'était pas suffisamment claire, tout à l'heure même, devant la Cour supérieure siégeant à Québec, l'avocat du gouvernement fédéral a formellement affirmé au nom de son client et je cite le paragraphe 18 de sa déclaration d'ouverture : « ... le Québec ne rencontre pas les conditions du droit à la sécession ». Monsieur le Président, le chef du gouvernement fédéral, l'État fédéral pour la première fois de notre histoire, viennent

d'indiquer que c'est le Canada qui imposera des choix au Québec. Ils l'ont répété le lendemain, puis le surlendemain, puis le jour d'après. L'État fédéral, par la voix de son premier ministre, veut donc interdire aux Québécois de choisir eux-mêmes leur destin. Il vient de dire aux 94 % de femmes et d'hommes qui se sont déplacés le 30 octobre pour aller voter, aux 94 % de Québécoises et de Québécois du Non et du Oui qui pensaient décider de leur avenir, qu'ils avaient tort, car la décision, selon Monsieur Chrétien, ne leur appartient pas. Selon Monsieur Chrétien, l'Assemblée nationale du Québec n'est pas souveraine pour fixer les règles référendaires, pour définir la question référendaire, et pour en tirer les conclusions. Selon Monsieur Chrétien, l'Assemblée nationale des Québécois n'est rien de plus qu'un club de discussion sans effet et sans pouvoir. Qui plus est, le Canada imposera sa volonté aux Québécois par le biais de la constitution de 1982; une constitution adoptée contre la volonté formellement exprimée par les deux partis représentés à l'Assemblée nationale, une constitution qui n'existe, en droit, que dans sa version anglophone, une constitution qui ne respecte pas ses propres critères de validité quant à son adoption.

Bref, au droit sacré des Québécois à disposer d'eux-mêmes, Jean Chrétien oppose une constitution politiquement illégitime et unilingue anglaise dans sa seule version officielle et légale. Je comprends que le chef de l'opposition ait voulu, mardi dernier, marquer un point politique partisan avec son propre projet de motion. Mais les déclarations qui nous viennent maintenant d'Ottawa nous appellent à notre responsabilité première envers le peuple québécois et envers la démocratie québécoise. Je l'invite donc, lui et ses collègues, à s'attarder aujourd'hui à l'intérêt supérieur du Québec et à poser, dans cette Chambre, un geste solennel qui nous unisse. Nous avons nous-mêmes eu le souci de cette atteinte du dénominateur commun, en utilisant pour la motion solennelle un libellé qui reprend presque mot à mot des textes que le Parti libéral du Québec a déjà produits, promus et adoptés. Nous sommes également heureux d'avoir le concours du chef de l'Action démocratique du Québec. Nous nous sommes surtout inspirés d'un texte qui a fait l'unanimité dans cette assemblée : il s'agit de la première phrase du préambule de la loi instituant la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, la loi, donc, qui créait la commission Bélanger-Campeau qui fut, en soi, un grand moment de l'unité des forces fédéralistes et souverainistes au Québec. Les membres de l'Assemblée, dans ce moment important, avaient alors mis de côté leurs divergences. Je reconnais devant moi des gens qui ont voté pour cette loi et qui ont siégé, avec moi, à cette commission. Je serais surpris et déçu qu'ils se dédisent aujourd'hui. Ce texte représentait l'unanimité québécoise à un tel point que ceux qui siégeaient alors sous la bannière du Parti égalité avaient voté en faveur de son adoption.

Qui comprendrait aujourd'hui que le Parti libéral du Québec soit moins favorable au droit du Québec à disposer de lui-même que ne l'était, il y a six ans, le Parti égalité? Dans la motion qu'il présentait mardi, le chef de l'Opposition voulait faire la promotion de son option, le fédéralisme renouvelé. Je pourrais, dans ma motion et dans ce discours, faire la promotion de la souveraineté, c'est mon option. Je ne le ferai pas, car ce n'est pas, aujourd'hui, le sujet à l'ordre du jour. Aujourd'hui, il s'agit du droit qui permet aux Québécois de choisir l'une ou l'autre de ces options. C'est ce que cette Assemblée nationale est appelée à réaffirmer, aujourd'hui, par la motion solennelle qui est devant elle. à ceux qui l'auraient oublié, à ceux qui voudraient le nier, à ceux qui craignent la force du Québec, mais surtout, à nous-mêmes, nous nous devons de dire haut et fort que nous avons le droit de disposer de nous-mêmes ; que nous avons fixé les règles les plus démocratiques qui soient ; que nous avons respecté la volonté populaire, chaque fois qu'elle s'est exprimée ; et que chaque fois, notre

démocratie en sort renforcée. Chaque fois, notre droit de choisir gagne en solidité. En 1980, le gouvernement de René Lévesque a proposé aux Québécois la souveraineté-association.

Une majorité de Québécois a décliné la proposition. Le gouvernement du Parti québécois a respecté ce verdict, sans toutefois cesser de croire en cette cause et sans cesser d'espérer qu'il y aurait un jour une autre occasion de donner ce choix aux Québécois, dans le respect de nos règles. En 1992, le gouvernement de Robert Bourassa, dont l'actuel chef de l'Opposition était un membre important, a proposé aux Québécois un projet de réforme du fédéralisme. Une majorité de Québécois a décliné la proposition. Le gouvernement du Parti libéral a respecté ce verdict, sans toutefois cesser de croire en cette cause et sans cesser d'espérer qu'il y aurait un jour une autre occasion de donner ce choix aux Québécois, dans le respect de nos règles. En 1995, le gouvernement de Jacques Parizeau, avec mon appui, a proposé aux Québécois de réaliser la souveraineté et d'offrir un partenariat au Canada. Une majorité de Québécois a décliné la proposition. Le gouvernement du Parti québécois respecte ce verdict, sans toutefois cesser de croire en cette cause, et sans cesser d'espérer qu'il y aura un jour une autre occasion de donner ce choix aux Québécois, dans le respect de nos règles. Avec quelle question? Avec celle que déterminera l'Assemblée nationale, et je dois dire que nous trouvons pour le moins excessif d'entendre les leaders fédéraux affirmer que les Québécoises et les Québécois sont trop simples d'esprit pour savoir ce que signifient les mots « souveraineté » et « offre de partenariat ». La proposition souverainiste est simple, elle est claire, elle est connue des Québécois. Surtout, elle est positive, à l'image des Québécois et de notre projet. Voilà ce qui, au fond, suscite l'ire fédérale. à Ottawa, on veut présenter les choses sous un jour négatif, c'est compréhensible, et rien ne les empêchera, comme la dernière fois, par exemple, de tapisser le Québec du mot « séparation » si le cœur leur en dit.

Il ne peut donc, Monsieur le Président, y avoir d'entente sur une « question claire » dans cette affaire. Et il ne peut y avoir de compromis sur la règle majoritaire. Elle est historique, il s'agit de 50 % plus quelque chose. On entend les exégètes fédéraux citer maintenant les statuts de la CSN à l'appui de leurs thèses de majorités qualifiées. Il est cependant curieux que Monsieur Chrétien ne déclare pas nulle l'adhésion de Terre-Neuve à la fédération, car elle ne s'est faite, après deux référendums, qu'avec une majorité de 52 %. Le chef de l'opposition dit que le droit du Québec de disposer de lui-même est une évidence. Alors qu'il était premier ministre, de ce fauteuil-ci à l'Assemblée nationale, il l'avait lui-même clairement réaffirmé. « Il m'apparaît extrêmement clair, a-t-il dit il y a deux ans, qu'au Québec, du point de vue politique, du point de vue de la société québécoise, de l'ensemble de la population, que nous avons déjà exercé, en 1980, le droit à l'autodétermination. » Puis il ajoutait, sur le ton péremptoire qui sied à ce genre de choses : « Je ne vois pas pourquoi, tout d'un coup, ce serait disparu. »

Voilà pourtant ce que le premier ministre canadien prétend. Lui qui affirmait, quelques jours avant le référendum, que l'avenir du Canada reposait entre les mains des Québécois, affirme maintenant, « tout d'un coup », que ce droit a disparu. C'est pourquoi il nous faut le réaffirmer, ici, aujourd'hui. De ce siège, aussi, Jean Lesage disait que nous étions « Maîtres chez nous ». Jean Lesage ne proposait pas la souveraineté, mais il savait que la décision nous appartenait. Du même fauteuil, Daniel Johnson père défendait « l'égalité ou l'indépendance ». Il n'a pas proposé l'indépendance aux citoyens, mais il savait que la décision leur appartenait. Il en fut de même, bien sûr, de René Lévesque, de Pierre-Marc Johnson et de Jacques Parizeau. Mais

je parlerai des autres leaders libéraux qui ont défendu ce principe. Je vois devant moi des gens qui ont applaudi lorsque leur chef Robert Bourassa, notre premier ministre d'alors, a déclaré, de ce siège, que « quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, le Québec est, aujourd'hui et pour toujours, une société distincte, libre et capable d'assumer son destin et son développement. »

Le rapport de la Commission Bélanger-Campeau, qui porte notamment les signatures de l'ancien premier ministre du Québec, de l'actuel député de Viger et du député de Nelligan, indique que « les membres de la Commission ont, je cite, la conviction profonde que l'expression claire de la volonté du peuple québécois est le fondement » du processus politique pouvant conduire à la souveraineté. Dans son propre addendum au rapport de la commission, l'ancien chef libéral Claude Ryan, écrit ce qui suit : « je souscris entièrement à l'orientation voulant qu'en dernier ressort, le peuple du Québec soit appelé à décider souverainement de son avenir collectif. »

Même l'actuel critique libéral en matière constitutionnelle, le député de Châteauguay, affirmait en décembre que « le droit à l'autodétermination du Québec existe ; le gouvernement élu propose le comment et le quand ». Et nous savons tous que le chef de l'opposition a prononcé dans cette chambre une phrase belle et forte, que je lui emprunte : « Nous sommes maîtres chez nous de décider de notre avenir ; c'est un droit fondamental que je défendrai ici et partout, en toute circonstance. »

Monsieur Lesage, Monsieur Bourassa, Monsieur Ryan, l'actuel chef de l'opposition, ont incarné cette cause. Ils n'ont jamais hésité à la réaffirmer, en toutes circonstances. Voici une circonstance où il faut répéter cette évidence. Voici un rendez-vous avec le droit du peuple québécois. La responsabilité nous incombe, ici. Elle incombe aussi au premier ministre du Canada qui devrait savoir que ses gestes braquent le Québec et le Canada-anglais. Il devrait savoir qu'en engageant ce débat, il avive les différences, plutôt que de promouvoir la coopération. Monsieur le Président, nous voici au cœur du sujet. Si les Québécois décidaient de devenir souverains, comment les choses se dérouleraient-elles avec le Canada?

Les fédéralistes, les souverainistes et les membres de la société civile qui ont participé à la rédaction du rapport Bélanger-Campeau ont donné une réponse à cette question. Je vais vous la lire car elle est dénuée de toute polémique. Elle est factuelle. Je cite : « La Constitution canadienne ne fait pas mention du droit pour une province de faire sécession, c'est-à-dire de se retirer de la fédération. L'expression démocratique d'une volonté claire de la population québécoise de se constituer en état indépendant, associé à l'engagement du Québec de respecter les principes de l'ordre juridique international, fonderait la légitimité politique d'une démarche du Québec vers l'accession à la souveraineté. Si les autres membres de la fédération y consentaient, l'accession du Québec au statut d'état indépendant pourrait se faire par accord. Les modifications constitutionnelles requises pourraient être préparées et les divers arrangements de transition négociés préalablement à la prise d'effet du changement de statut. En l'absence d'un tel accord, la démarche du Québec vers la souveraineté relèverait d'un processus de sécession unilatérale qui devrait se fonder sur une volonté populaire incontestable et clairement exprimée. La réussite du processus reposerait sur la capacité des institutions politiques québécoises d'instaurer et de maintenir, à titre exclusif, l'autorité publique sur le territoire du Québec. Elle requerrait également,

conformément au droit international, que d'autres états reconnaissent le Québec comme état souverain. » Fin de la citation.

Voilà ce qu'ont signé trois personnes qui ont tour à tour eu la charge de premier ministre du Québec : Robert Bourassa, Jacques Parizeau et moi-même, avec l'appui de nos partis. Voilà également le chemin que suivent aujourd'hui les souverainistes. En proposant au Canada une offre formelle de partenariat et une période d'un an pour négocier les arrangements nécessaires, nous affirmons clairement que notre premier choix est une résolution négociée de l'ensemble des questions qui nous intéressent : espace économique commun, partage des responsabilités quant à la dette et aux actifs, organismes conjoints de gestion de notre partenariat. Si le Canada et les provinces veulent utiliser cette période pour régler leurs problèmes de droit interne et adopter les amendements appropriés, le gouvernement du Québec ne s'y opposera pas. Nous n'avons cessé de répéter qu'il est dans l'intérêt du Canada et dans l'intérêt du Québec que cette transition vers la souveraineté se fasse dans le calme, dans le respect mutuel et dans l'entente réciproquement avantageuse. Nous notons que, de la même façon, le Canada et beaucoup d'anciennes colonies d'un empire britannique qui se disait « indivisible » ont obtenu leur indépendance avec l'assentiment, parfois tardif, parfois regimbant, mais l'assentiment tout de même du pouvoir britannique, mis en présence des règles incontournables de la démocratie. Notre premier choix est donc d'accéder à la souveraineté après avoir défini un partenariat avec le Canada, dans un processus mutuellement acceptable. Nous ajoutons cependant que si le Canada rejette notre main tendue, si le Canada veut nous imposer des vetos, nous retenir dans la fédération contre notre gré, nous allons nous en retirer en proclamant unilatéralement la souveraineté. C'est notre droit, nous allons l'exercer.

Vous le voyez, toute l'action de Monsieur Chrétien depuis 10 jours se concentre sur cette deuxième possibilité. Le premier ministre canadien avait le choix de nous attirer dans ce débat divisif, ou de laisser les choses en l'état, Monsieur Chrétien a posé un geste grave, qui procède plus du calcul d'un chef de parti que des préoccupations d'un chef d'état. Certains, dont Monsieur Claude Ryan, pensent qu'il prépare sa réélection, qu'il a fait une croix sur le Québec et qu'il veut soulever les passions au Canada-anglais pour conforter sa réélection. Si c'est le cas, voilà un homme qui est prêt à déchirer le tissu social à son point le plus vulnérable pour des considérations partisans. Nous avons, ici aujourd'hui, une autre responsabilité. Celle de nous unir, plutôt que de nous déchirer. La société québécoise, aujourd'hui, regarde son Assemblée nationale. Nous sommes les garants de ses droits fondamentaux. Il nous revient de les protéger et de les affirmer. La motion qui est devant nous est sans doute l'une des plus importantes que notre Assemblée puisse adopter. L'une des plus importantes parce qu'il s'agit de notre capacité, en tant que législateurs élus par le peuple québécois, d'incarner la volonté populaire et de la réaliser. En effet, il n'y a rien de plus sacré, dans la vie démocratique d'un peuple, que sa capacité à disposer de lui-même.

C'est l'essence même de sa liberté. Car voilà de quoi il s'agit. Le Québec Est-il libre, oui ou non? Est-il libre de ses choix? Est-il libre de partir ou de rester? Les Québécois qui ont voté Non doivent-ils apprendre maintenant que le Canada n'a que faire de leur loyauté, car ils n'ont pas la liberté d'agir autrement? Les Québécois fédéralistes doivent-ils apprendre aujourd'hui que l'œuvre de toute leur vie est vaine, car l'appartenance au Canada n'est pas fondée sur le consentement, mais sur la contrainte? La liberté des Québécois ne doit jamais leur être contestée. Car alors, ce serait remettre en cause la démocratie elle-même, ce serait

remettre en cause l'existence même du peuple québécois. En tant qu'Assemblée nationale du Québec, nous sommes les gardiens de la liberté et des droits des Québécois. Gardiens de leurs droits individuels, d'abord. Nous avons su, il y a plus de 20 ans, adopter ici la première Charte des droits et libertés de la personne, une Charte à maints égards plus généreuse et plus étendue que celles que d'autres législatures ont adoptées ailleurs en Amérique du Nord. Nous sommes les gardiens aussi des droits collectifs des citoyens : droit d'association, droit à l'équité, droit de vivre dans une société francophone, dans le respect des minorités. Mais l'ensemble de notre action repose sur notre autorité, en tant qu'Assemblée nationale. Et notre autorité repose sur la souveraineté populaire.

Le leader de l'opposition avait raison de dire, il y a 18 mois, que « les Québécois sont déjà souverains, en ce sens qu'ils choisiront le statut politique du Québec en toute liberté ». Parce que les Québécois ont ce droit, ils peuvent nous donner, à nous de l'Assemblée nationale, la responsabilité d'incarner cette souveraineté populaire. Aujourd'hui, cependant, le gouvernement fédéral veut nier la souveraineté populaire des Québécois et de leur Assemblée nationale. Au Québec, notre position est claire. Il appartient aux millions de citoyens québécois de choisir leur avenir. À Ottawa, la position est toute autre. Selon eux, il appartient d'abord à quelques juges de limiter, contraindre, voire nier la souveraineté populaire. Selon eux, il appartient ensuite au gouvernement fédéral et au gouvernement de chaque province du Canada de donner la permission aux Québécois de se choisir un avenir, ou alors de retirer cette permission. Selon Monsieur Chrétien, les femmes et les hommes du Québec peuvent bien discuter, réfléchir, se réunir, manifester ou même voter, mais à la fin, ce ne sont pas les Québécois qui décident. À la fin, ce sont des juges, des premiers ministres de l'Ouest ou de l'Est qui ont le dernier mot sur l'avenir des Québécois. Il y a peut-être eu une période, Monsieur le Président, où les Québécoises et les Québécois étaient timides, timorés, incertains de leurs droits et de leurs capacités. Il y a peut-être eu une période où nos citoyennes et nos citoyens préféreraient faire le dos rond et attendre la fin de l'orage. Il y a certainement eu une période où les Québécois savaient que les décisions se prenaient ailleurs, par d'autres, malgré eux et sans eux. Mais ce temps est révolu. Les Québécois ne laisseront plus jamais d'autres décider à leur place. Ils ne se laisseront plus jamais imposer des choix, des constitutions qu'ils n'ont ni voulues ni approuvées. Le Québec de 1996, malgré tous ses problèmes, est immensément plus fort qu'il ne l'était dans le passé.

Seizième puissance économique au monde, jouissant d'un dynamisme politique et culturel remarquable, s'engageant dans des consensus fructueux pour la création d'emplois, le progrès social et l'élimination de son déficit, le Québec a le muscle, l'intelligence et l'assurance qu'il faut pour affirmer son existence et son droit. On ne bousculera pas, on ne bousculera plus le peuple québécois. Nous sommes ici aujourd'hui, Monsieur le Président, pour l'affirmer et pour donner avis aux autres peuples et aux autres gouvernements qui voudraient douter de notre conviction et de notre détermination. Nous voulons le faire solennellement, pour bien inscrire notre voix et notre droit. L'Assemblée se prononcera, tout à l'heure, fort et pour longtemps. La prochaine fois que le gouvernement des Québécois, la prochaine fois que l'Assemblée nationale reviendra sur cette question de notre droit à disposer de nous-mêmes, ce ne sera pas pour le discuter ou pour le réaffirmer. Ce sera pour l'exercer.

Merci